

BELKHADEM CONTRE-ATTAQUE

FLN : comment désamorcer la crise

Le Front de libération nationale (FLN) installera la commission nationale de préparation du 9^e congrès du parti le mardi 16 juin prochain à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Un rendez-vous qui intervient opportunément, la veille même de la classique université d'été, prévue cette année, les 17, 18 et 19 juin à Tipasa.

Le secrétaire général de l'instance exécutive de l'ex-parti unique «s'est vraiment montré malin en procédant de la sorte», commente un cadre influent du parti. Il désamorce ainsi, du moins momentanément, une

crise qui l'a sérieusement secoué, au sortir de la présidentielle notamment. Première force politique nationale, parti du président — qui le préside statutairement d'ailleurs — le FLN s'est retrouvé, pourtant, dans la peu enviable posture à jouer les seconds rôles, «à l'occasion de ce rendez-vous électoral. Face au Rassemblement national démocratique (RND), omniprésent et dominant,

le FLN s'est retrouvé entièrement écarté de la direction de campagne électorale de Abdelaziz Bouteflika, tant au niveau national que local. Ce qui a irrité au plus haut point la base et les cadres du parti.

Mais ce ne sera pas tout ! Au sein du vieux parti, où «laver le linge sale en famille» est une tradition bien ancrée, Belkhadem est «soupçonné» par des ténors du parti d'avoir tenté, lors de l'audience avec Bouteflika, de «négocier son seul poste au gouvernement ainsi que des proches à lui, au

détriment de la majorité des ministres en exercice. Certains l'ont même reproché ouvertement à Belkhadem. Ce qui a provoqué un malaise dans les rangs du parti». Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Belkhadem, qui va présider la commission nationale de préparation du congrès de 2010, désigne comme membres de celle-ci l'ensemble du bureau exécutif, à savoir «les Sept».

Une manière bien intelligente d'impliquer tous les «contestataires» et de faire taire les protestations.

K. A.



Abdelaziz Belkhadem.

Photo : Samir Sid

COOPÉRATION ALGÉRO-EUROPÉENNE

L'accord d'association évalué le 16 juin au Luxembourg

La mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne fera l'objet d'une évaluation le mardi 16 juin 2009 au Luxembourg et de nouveaux mécanismes de coopération financière seront proposés.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En cours de mise en œuvre depuis 2005, l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne fera l'objet d'une évaluation à haut niveau, le 16 juin prochain dans la capitale luxembourgeoise.

Il s'agira, selon le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, s'exprimant hier sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale, d'évaluer la coopération avec un partenaire qui focalise plus de 55% de notre commerce. Mais aussi, dira Mourad Medelci, de permettre aux deux partenaires d'échanger «quelques vérités» et discuter des aspects qui «ne plaisent pas» mutuellement.

En ce sens, la partie algérienne réitérera son invite à davantage d'engagements européens en matière d'investissements hors

hydrocarbures. Il sera également question, lors de cette réunion, d'approfondir la coopération financière entre les deux partenaires. Ainsi, d'autres mécanismes seront proposés et discutés, laissera entendre Mourad Medelci.

Un agenda diplomatique chargé pour l'Algérie

Outre cette réunion, d'autres rencontres importantes figurent sur l'agenda de la diplomatie algérienne pour les prochains mois. A ce propos, l'hôte radio-phonique a évoqué le Sommet des chefs d'Etats de l'Union africaine, prévu le 1^{er} juillet prochain en Libye, pour évaluer le processus de réformes internes.

De même, la coopération entre le continent africain et les pays développés sera boostée lors du sommet du G8 prévu

dans la ville italienne d'Aquila du 8 au 10 juillet 2009. Il sera question, dira l'hôte de la Radio nationale, de «clarifier» la relation entre le G8 et l'initiative panafricaine du Nepad.

Autre rendez-vous, le Sommet des pays non-alignés à Charm El Cheikh en Egypte, prévu en juillet en vue d'évaluer la mise en œuvre des réformes décidées à La Havane. A ce propos, Mourad Medelci a espéré que le chef de l'Etat, Abdelaziz Bouteflika, sera présent à ce sommet.

L'optimisme de Medelci sur l'affaire du Sahara occidental

Comme Mourad Medelci a annoncé la tenue d'une réunion de la Ligue des Etats arabes, le 17 juillet prochain. Au plan maghrébin, Mourad Medelci a réitéré la position algérienne concernant le conflit du Sahara occidental.

Appuyant les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies,

Christopher Ross, le ministre des Affaires étrangères s'est déclaré «optimiste» quant au règlement de ce conflit. A la condition de garantir le respect du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, l'équité et la «raison». Hors la question du Sahara occidental, les relations algéro-marocaines sont «très bonnes», estime Mourad Medelci.

Medelci à propos du désarmement global

Par ailleurs, l'Algérie représentera l'Afrique à la Conférence internationale sur l'environnement, prévue fin 2009 dans la capitale danoise, Copenhague.

Lors de son passage radio-phonique, Mourad Medelci est également revenu sur la Conférence mondiale sur le désarmement, tenue fin mai à Genève (Suisse), sous pilotage algérien et qui a regroupé 65 pays. Intervenant dans un «climat de détente», cette conférence a adopté des propositions

algériennes en tant que base d'une feuille de route devant permettre d'aboutir, à terme, à un désarmement global.

A charge cependant, dira-t-il, de permettre le développement du nucléaire civil, respecter et appliquer les conventions internationales devant en découler en matière de non-prolifération, de non armement extra-atmosphérique et enrichissement de l'uranium, et d'assurer le contrôle et la transparence.

C. B.

UNION POUR LA MEDITERRANÉE

Le oui mais... de l'Algérie

L'Algérie est membre de l'Union pour la Méditerranée (UPM), assure le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Ce dernier a estimé que même si elle avait auparavant émis des réserves «connues», l'Algérie a adhéré à l'UPM de manière «responsable» et au regard de la possibilité de réaliser des projets coopératifs «concrets».

Néanmoins, l'Algérie maintient ses réserves, celles-ci étant de nature «politique», selon Mourad Medelci, concernant notamment la politique de l'Etat juif qui «doit revoir sa position».

C. B.

INDEMNISATION DES ALGÉRIENS IRRADIÉS DURANT LES ANNÉES 1960

C'est bien mais ce n'est pas suffisant, selon Medelci

L'indemnisation potentielle par l'Etat français des Algériens irradiés ne constitue qu'un aspect du traitement global de la question des retombées négatives des essais nucléaires durant les années 1960.

C'est «bien» mais ce n'est pas suffisant selon le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Ce dernier estime qu'il faut traiter cette question dans le fond, un groupe de travail bilatéral œuvre justement dans ce sens.

A propos des relations algéro-françaises, qu'il a qualifiées de «fortes» et «stratégiques», Mourad Medelci dira qu'il existe une volonté mutuelle de booster davantage la coopération. Cela même si les questions de la

Mémoire, des investissements hors hydrocarbures et des retombées des essais nucléaires nécessitent davantage de «clarification» selon l'hôte de la Chaîne I de la Radio nationale.

C. B.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Sauvons Mohamed Gharbi et la République

Mohamed Gharbi, moudjahid et Patriote, a été condamné à mort par le tribunal criminel de Guelma.

C'est un grave déni de justice qui vient d'être perpétré par une justice toujours aux ordres.

C'est aussi un gage supplémentaire donné par le pouvoir à l'islamisme et le prélude à une amnistie générale qui couronnera la compromission et l'infamie déjà annoncées par les précédentes mesures de «concorde civile» et de «réconciliation nationale».

Finalement, c'est la voie ouverte par le pouvoir à l'instauration d'une république islamiste.

Le CCDD estime que toutes celles et tous ceux, et ils sont nombreux, qui se sentent concernés devraient faire de ce texte un acte de protestation pour la défense de Mohamed Gharbi et la sauvegarde de la République et le diffuser à tous les niveaux, aux plans national et international.

Alger, le 9 juin 2009,
le Bureau national du CCDD

COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAINE

20 milliards de dollars d'échanges annuels

Les échanges entre l'Algérie et les Etats-Unis représentent annuellement 20 milliards de dollars, selon Mourad Medelci. Le ministre des Affaires étrangères salue le discours «encourageant» du président américain Barack Obama mais estime que le conflit israélo-palestinien hypothèque l'amélioration effective des relations américano-arabes.

C. B.